

<https://www.pressegauche.org/Negociations-dans-le-secteur-public-La-FIQ-attend-la-proposition-d-offre>



Négociations dans le secteur public - La FIQ attend la proposition d'offre différenciée du premier ministre



- Communiqués -
Date de mise en ligne : dimanche 2 mai 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 2 mai 2021 - Contrairement à ce qu'a affirmé le premier ministre dans son point de presse après la rencontre avec les chefs syndicaux, la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec-FIQ, Nancy Bédard insiste : elle n'a pas reçu d'offre salariale bonifiée. Actuellement, c'est toujours le 5 % d'augmentation salariale sur trois ans qui est sur la table.

Lors de la rencontre, la présidente de la FIQ a rappelé au premier ministre et à la présidente du Conseil du trésor qu'elle était prête à conclure une entente dès aujourd'hui si notre offre de règlement déposée il y a trois semaines est acceptée. Si la rencontre d'aujourd'hui avait pour objectif de faire avancer les négociations, le gouvernement devrait alors se manifester dès demain pour conclure une entente lui permettant de redresser la barre et de s'attaquer à la grave pénurie de professionnelles en soins qui persiste dans le réseau de la santé.

« Le temps presse. Tout le monde sait qu'il y a une grave pénurie de professionnelles en soins dans le réseau de la santé. Il y a des fermetures de lits et des épisodes de bris de services dans presque tous les établissements. Avec notre entente de principe sectorielle, il ne reste plus 36 000 solutions pour que le gouvernement renverse la vapeur. Ça prend des salaires reconnaissant le niveau de responsabilités professionnelles, l'expertise et l'imputabilité de nos membres. Les salaires consentis doivent également être compétitifs par rapport à ceux offerts par les agences privées. De plus, il est inconcevable que le gouvernement abandonne les communautés éloignées à leur propre sort, particulièrement le Grand Nord et l'Abitibi-Témiscamingue. Il faut à tout prix déployer les leviers pour convaincre les professionnelles en soins de rester dans le réseau public ou d'y revenir. En ce sens, nos offres sont plus que raisonnables. Le gouvernement est à 6,4 % d'une proposition d'entente avec la FIQ, avec les bonifications essentielles pour soigner dans les régions éloignées. La balle est dans son camp. »

Nancy Bédard, présidente, Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec-FIQ

Le gouvernement doit bonifier son offre principalement sur les salaires et les disparités régionales pour que la FIQ puisse présenter une entente globale à ses membres.